

LE MONDE ILLUSTRÉ

Montréal, 6 mars 1886

SOMMAIRE

TEXTE : Entre-Nous, par Léon Ledieu.—Le livre ou vous priez.—La veillée.—Les souverains d'Europe.—L'art de bien vivre.—La porteuse de pain.—Adelina Patti.—Les prisons en Angleterre.—Récréations de la famille.—Choses et autres.

GRAVURES :—Adelina Patti.—Les souverains d'Europe.—Gravure du feuilleton.—Mode.—Rébus.

Primes mensuelles du "Monde Illustré"

1 ^{re} Prime	\$50
2 ^{me} "	25
3 ^{me} "	15
4 ^{me} "	10
5 ^{me} "	5
6 ^{me} "	4
7 ^{me} "	3
8 ^{me} "	2
86 Primes, à \$1	86
94 PRIMES	\$200

Le tirage se fait chaque mois, dans une salle publique, par trois personnes choisies par l'assemblée. Aucune prime ne sera payée après les 30 jours qui suivront le tirage de chaque mois.

ENTRE-NOUS

LE commencement de cette semaine a été marquée par l'événement annuel qui a toujours le don de passionner les esprits au plus haut degré... pour un jour.

Montréal a fait ses élections municipales. Le point le plus remarquable dans cette affaire, est que l'on a essayé une fois de plus à soulever des préjugés de races, alors que les électeurs n'y songeaient nullement. On n'a pas réussi.

Ce qu'il s'est dit d'insanités, ce qui s'est commis d'exagérations et de sottises pendant les treize jours qui ont précédé les élections, est incroyable, et j'ai entendu, à ce propos, une appréciation de notre pays faite par un étranger nouvellement arrivé chez nous, qui mérite d'être dite.

Ce Français—car c'était un canadien des vieux pays—me dit l'autre jour à brûle pourpoint :

—Mais je n'en reviens pas, vous m'avez trompé, mon cher. Comment, vous m'écriviez depuis un an que le Canada était un pays tranquille et que l'on pouvait vivre, à Montréal, sans aucune crainte des commotions que l'on craint en Europe.

—Eh bien ! c'est très vrai, c'est absolument vrai, je maintiens tout ce que je vous ai écrit.

—C'est trop fort, par exemple ! Lisez donc vous-même ce journal, et vous y verrez que la terreur règne à Montréal, qu'on y tue les femmes et les enfants, qu'on viole les droits les plus sacrés et que le drapeau rouge flotte sur l'Hôtel-de-Ville. Vous êtes donc tous pires que des communards !

—Hélas ! mon cher ami, lui répondis-je, c'est là en effet l'opinion que vous pourriez vous faire de notre pays, si vous ajoutiez foi à ce que disent certains pauvres diables qui semblent toujours conspirer contre le bonheur et même l'honneur de leur patrie. Nous avons, comme chez vous, des individus qui, ayant les yeux mal nettoyés, voient mal propre partout et toujours. Ce sont des malades, mais malheureusement des malades malfaisants. Regardez la tour du palais municipal : Où est la loque rouge ? Parlez au chef de police et demandez-lui ce qu'il y a de vrai dans ces racontars stupides, dits en mauvais français, par de mauvais citoyens, et vous verrez que c'est tout simplement ce que l'on appelle ici : une manœuvre électorale.

—Ah ! c'est une simple manœuvre électorale ! Vraiment, je ne vous en félicite pas. C'est ce que nous appelons, en France, l'excitation au mépris des lois et des autorités. C'est ainsi qu'on sème la haine parmi les citoyens. Et vous trouvez des gens qui font cette triste besogne ?

—Ils s'en trouvent, malheureusement. Ils vont même plus loin : ils accusent leurs confrères de

tous les crimes. N'ayant pas d'honneur eux-mêmes, ils ne peuvent croire à l'honneur des autres.

—Mais ces gens-là ne refusent pas un coup d'épée, je suppose ?

—Oui, certes, ils le refusent. Quand ceux qu'ils attaquent ne les méprisent pas trop, ils leur donnent des coups de cravaches, mais cela ne les arrête pas plus que la peine de mort ne retient les criminels. Ce sont des natures vicieuses.

—Et comment le peuple prend-t-il ces choses ? Quel est le résultat de vos élections ?

—Permettez-moi de vous renvoyer aux chiffres publiés le jour des élections, et dispensez le chroniqueur du MONDE ILLUSTRÉ de parler de cette question qui est du domaine de la politique quotidienne.

.

J'ai parlé tout à l'heure du mépris des lois et des autorités, et voici qu'en Angleterre même on commence à devenir froid envers celle qui résume en sa personne toutes les lois et toutes les autorités, la reine.

Il n'y a pas huit jours que, dans un banquet donné dans un des principaux clubs de Londres, il s'est passé un incident qui a sa signification.

Ainsi que c'est l'usage en pays britannique, au commencement du dîner, on proposa la santé de la reine. Quelques personnes se levèrent, mais la plus grande partie des convives restèrent assis.

Grande fut l'émoi, dans Londres, en apprenant cette nouvelle.

Ce manque d'étiquette envers la souveraine, a d'autant plus d'importance que les personnes qui l'ont commis appartiennent toutes à la plus haute société.

Du froid en haut, de la glace en bas, décidément la machine anglaise commence à se détraquer.

.

Le même jour, je lisais une dépêche qui nous annonçait que les socialistes avaient cessé toute démonstration après la déclaration du secrétaire de l'intérieur disant qu'on allait donner du travail aux ouvriers.

Cette nouvelle m'a fait plaisir.

Elle prouve, en effet, que ceux qui se sont rendus coupables des désordres qui ont eu lieu à Londres, étaient poussés par un motif sérieux. Ils avaient faim et, sur une simple promesse, ils s'arrêtaient et attendent qu'on utilise leurs bras.

C'est là une confirmation indéniable de la cause des neuf dixièmes des révolutions : la misère.

Ce calme est donc un nouveau répit accordé à la monarchie, mais les vices de l'organisation intérieure de la société anglaise n'en subsistent pas moins, et l'explosion arrivera quand même, que la mèche soit allumée en Irlande ou à Londres.

.

J'ai assisté à l'ouverture de la Cour du Banc de la Reine.

Malgré toute l'attention que j'ai prêtée, je n'ai pu entendre un traître mot de l'adresse aux jurés, et comme j'ai remarqué la même chose plusieurs fois, je ne vois pas pourquoi on ne supprimerait pas cet usage de débiter, d'une manière inintelligible, un petit discours au commencement de chaque terme.

Je ne veux nullement médire des honorables juges qui le prononcent, mais en vérité il faut bien avouer que le moins que l'on puisse faire, c'est de le dire à haute voix, si on veut être compris.

Si je ne l'ai pas entendu, je l'ai cependant lu, et je signale à votre attention les paroles suivantes de l'honorable juge Ramsay :

—On voit dans les écrits et on entend dans les discours populaires que l'usage immodéré des boissons alcooliques est directement ou indirectement la cause principale des crimes—directement, en privant la victime de l'intempérance du contrôle de ses passions—indirectement, en l'empêchant de se procurer des moyens de subsistance, augmentant ainsi la tentation du vol, tandis que le respect pour soi-même, cette protection si grande de l'honneur personnel, est détruit.

—Cependant, ce serait se tromper que de s'imaginer qu'ayant dénoncé l'ivrognerie, et ayant même défendu l'usage de toute boisson alcoolique, on aurait fait ce qui est nécessaire pour prévenir le crime. Il n'existe pas de statistiques dignes de ce

nom, pour établir l'exactitude de ce que l'on avance si souvent à ce sujet ; au contraire, ceux qui sont les plus familiers avec les incidents du crime n'ont pas manqué d'observer que la boisson n'en est qu'exceptionnellement la cause déterminante. En d'autres termes, le crime résulte principalement de ce qu'il est le vice prédominant de la société, et il arrive rarement que l'usage immodéré de la boisson atteigne cette triste prééminence.

.

Plus loin, je trouve aussi un passage au sujet de l'épidémie, qui vaut la peine d'être cité :

—On ne devrait peut-être point s'étonner des murmures que tant de détresse et de misère ont pu occasionner. Malheureusement, des hommes égarés, sinon malintentionnés, ont profité de ces mécontentements accidentels pour faire croire aux victimes que ceux qui s'efforçaient d'enrayer l'épidémie étaient leurs ennemis. Rien n'est plus dangereux pour une société qu'une panique de ce genre ; et ceux qui répandent de pareilles alarmes ne doivent pas être comptés au nombre des citoyens dignes de ce nom.

N'est-ce pas la confirmation de ce que je vous disais tout à l'heure ?

.

Une mauvaise nouvelle nous est arrivée d'Ottawa, annonçant la mort d'un homme de bien dont nombre de citoyens de notre province ont gardé le souvenir le plus respectueux : je parle du révérend Père Tabaret, recteur de l'université catholique d'Ottawa, et supérieur du collège Saint-Joseph, de la même ville.

Il était né en France, dans le département de l'Isère, en 1828. Venu en Canada il y a près de quarante ans, il avait été nommé supérieur du collège d'Ottawa en 1853.

—Le révd Père Tabaret était un homme supérieur à tous les points de vue ; l'œuvre principale de sa vie a été l'institution admirable qu'il dirigeait avec une habileté remarquable et qui est, pour ainsi dire sa création.

Grâce à lui, l'université catholique d'Ottawa jouit de tous les privilèges universitaires.

.

Je crois que nombre de Canadiens, qui se proposaient d'aller à Paris, en 1889, vont être très déçus en apprenant qu'elle n'aura très probablement pas lieu.

La faute en est aux politiciens, comme vous pouvez le voir par l'extrait suivant du *Journal des Débats* :

—Par suite d'une conception assez bizarre, on a l'intention, hautement proclamée, de donner à la prochaine exposition universelle un caractère politique. C'est le centenaire de la Révolution française que l'on compte fêter.

—La Révolution française, que nous aimons beaucoup pour notre part, n'est pas précisément un anniversaire international. Ce ne sont pas des souvenirs pacifiques, ni des souvenirs agréables qu'elle éveille chez nos voisins, et il est telle maison régnante à qui elle ne rappelle qu'une page assez triste de l'histoire de sa famille. Que nous organisations pour notre compte, à l'occasion du centenaire de 1789, une fête patriotique et républicaine, rien de mieux ; mais y convier l'étranger, c'est agir un peu comme ce financier qui, voulant attirer dans ses salons le faubourg Saint-Germain, avait décidé de donner un bal le 21 janvier.

—Il nous paraît donc prudent de ne pas trop céder aux séductions des plans préparés par le ministre du commerce, de ne pas se laisser entraîner avec lui, par le désir de faire grand. Louis XIV, mourant, s'est confessé, comme d'un grand péché, de son amour pour les bâtiments. L'Exposition de 1889, si le conseil des ministres n'en surveillait de très près les devis, pourrait peser d'un poids bien lourd sur la conscience de M. Locroy, et, ce qui est plus grave, sur notre budget.

Cette diablerie de politique brouille toujours les cartes.

LÉON LEDIEU.

Combien de trouble nous ont causé des maux qui ne sont jamais arrivés.